

Les pays du G20 trouvent un accord sur la pollution plastique des milieux marins

Le Vif

Les pays du G20 sont parvenus à un accord de réduction des déchets plastiques en milieu marin lors d'une réunion dimanche au Japon, où ils ont également discuté de l'attaque de navires pétroliers dans le Golfe d'Oman.

D'après cet accord, les membres du G20 se sont engagés à réduire les déchets plastiques mais ont donné peu de détails sur la manière de s'y prendre. "C'est formidable que nous ayons réussi à concevoir des règles pour tous, y compris les pays émergents et en développement", s'est félicité le ministre japonais de l'Environnement Yoshiaki Harada à l'issue d'une réunion de deux jours des ministres de l'Environnement du G20.

Les mesures seraient volontaires et les progrès seraient publiés une fois par an, d'après les médias locaux.

La pollution plastique est devenue une préoccupation mondiale, particulièrement depuis les interdictions par la Chine et d'autres pays d'importer des déchets plastiques en provenance d'autres nations.

Beaucoup de pays dont le Japon, font depuis face à une accumulation de ces déchets sur leur territoire.

L'une des principales préoccupations porte sur la question des microplastiques, ces morceaux de plastiques dégradés, certains n'atteignant pas cinq millimètres, très difficiles à collecter. Ils ont tendance à absorber des produits chimiques dangereux et à s'accumuler dans l'organisme des poissons, oiseaux et autres animaux.

L'accord est le premier cadre international pour réduire la pollution plastique maritime.

C'est "un premier pas pour résoudre ce problème", a estimé Hiroaki Odachi, de Greenpeace Japon, dans un communiqué, soulignant cependant qu'il est "insuffisant de compter sur les actions volontaires des pays" pour résoudre cette crise.

"Des règles internationales contraignantes avec des calendriers et des objectifs clairs" sont nécessaires, comme ceux de l'accord de Paris sur le climat, a-t-il ajouté.

Sachant que seulement 9% des plastiques produits sont recyclés, les défenseurs de l'environnement affirment que la seule solution de long terme serait que les sociétés en fabriquent moins et que les consommateurs en utilisent moins.

Le ministre japonais de l'Industrie, Hiroshige Seko, qui co-préside les discussions avec M. Harada, a de son côté affirmé samedi que le Japon allait demander aux entreprises de facturer les sacs en plastique jetables dès avril, une mesure déjà adoptée par plusieurs pays, certains dont la France les ayant interdits.

M. Seko a par ailleurs souligné que Tokyo "surveillait avec inquiétude les attaques sur des pétroliers". "Du point de vue de la sécurité énergétique mondiale, il est nécessaire que la communauté internationale réagisse de manière conjointe à ces actes", a-t-il conclu lors de la réunion.